

Frédéric Lordon, « Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières »,
Raisons d'Agir, 2008, 10 euros.

Frédéric Lordon nous offre, chez Raisons d'Agir, un essai bref et incisif sur les crises financières du capitalisme. Ceux qui recherchent un descriptif précis des derniers épisodes de la crise seront déçus, car tel n'est pas le propos de l'auteur, qui a achevé son texte en août 2008. Son objectif est une réflexion sur les dérives de la finance déréglementée qui ont permis la crise actuelle, mais également les autres. Bref, un éclairage très intéressant et nécessaire pour les profanes en économie financière, mais qui entendent y comprendre quelque chose. Le fait sont connus : crise des subprimes, faillites de Lehman Brothers et autres institutions financières, secteur financier américain en ruine, des centaines de milliards de pertes et des centaines de milliards réinjectés dans l'économie par les Etats. La crise est grave, et ses conséquences encore peu connues et surtout peu comprises. Mais d'où vient-elle?

De la politique de déréglementation des marchés financiers depuis le milieu des années 80, soutenue par la pensée libérale dominante : les acteurs (institutions financières, banques), les économistes (Peyrelevade, Cohen), les journalistes (The Economist, Eric le Boucher, Nicolas Baverez), qui ont agit grâce à la démission ou la compromission des politiques. Ils ont affirmé de façon péremptoire que la dérégulation et la concurrence étaient porteur de croissance, la régulation et le protectionnisme à l'opposé étant source de croissance molle, voire pire (rappelons que certains persistent à affirmer avec aplomb que le protectionnisme, c'est la guerre !!). Néanmoins les faits sont là : il n'y a pas eu une seule crise financière dans le monde entre 1945 et 1985, à l'époque du Système Monétaire International mis en place à Bretton Woods en 44 et quand les marchés étaient régulés. Depuis la dérégulation financière des années 80, il y a une crise importante tous les deux ans, les plus connus étant 1987 aux Etats-Unis, 1994 au Mexique, 1997 en Asie, 1998 en Russie et au Brésil, 2001 la crise de la « nouvelle économie », 2008 la crise des subprimes. C'est bien la dérégulation financière qui est facteur de crise, et non la responsabilité de quelques acteurs isolés de type Kerviel, qui servent trop facilement à dédouaner un secteur entier de ses responsabilités.

L'auteur nous présente ensuite les agissements du secteur bancaire, libérer de tout contrôle, inventant de nouveaux produits financiers pour gagner toujours plus d'argent, selon la belle théorie du High Yield : produits dérivés, subprimes, tritisation. Les banques ont réussi à obtenir des taux de rentabilité à deux chiffres tout en se déchargeant de la gestion du risque. Le non-spécialiste sera parfois un peu perdu dans cette « jungle financière », mais comprendra à quel point les agents économiques ont littéralement joué avec l'argent des clients. Jusqu'à ce que le système s'effondre, du fait de la baisse de l'immobilier et de la perte de confiance totale dans les créances toxiques. Car c'est bien le système en son entier qui a failli, à l'exemple des agences de notations, censés « noter » les produits financiers et contrôler le système, et dont le financement dépend à 100% de leurs clients, c'est-à-dire les banques et le marché ! L'auteur nous montre que l'économie financière dérégulée s'est affranchie de la gestion du risque (pourtant le premier travail des banques) et de l'alimentation de l'économie réelle en capitaux (pourtant sa première vertu selon les libéraux). La soif de capitaux a entraîné d'abord un tassement des salaires, afin de dégager des marges pour les profits spéculatifs et la rémunération des actionnaires. Une fois les revenus des ménages insuffisants, le secteur s'est tourné vers l'endettement de ces derniers, afin de continuer à alimenter la bête: subprimes, crédits revolving, ... c'est donc un pillage généralisé des ressources qui entraîne un appauvrissement des travailleurs.

L'auteur propose ensuite une série de mesures d'urgence et de réformes structurelles pour rendre

sain le système financier, et le mettre au service de l'économie réelle, et non l'inverse (protectionnisme financier au niveau européen, constitution d'un vaste pôle financier public, marginalisation des paradis fiscaux.). Un livre riche, et une base de réflexion pour une véritable politique économique et financière alternative de gauche.

Edouard COLIN.